

Éléments de synthèse proposés par les animateurs / experts :

- Identifier sur les territoires les acteurs de l'Economie Sociale et Solidaire afin de créer des synergies et de mettre en œuvre une intelligence collective (trouver ensemble les moyens pour agir) : coopérer en interne donne de la crédibilité par rapport aux pouvoirs publics
- Sortir du cliché selon lequel Economie Sociale et Solidaire signifie insertion
- S'inspirer des expériences étrangères : ainsi, l'Equateur reconnaît constitutionnellement l'Economie Sociale et Solidaire

« Est-ce que l'on crée aujourd'hui les conditions pour que la puissance publique reconnaisse un secteur qui représente 15 % du Produit Intérieur Brut ? »

Contexte de l'atelier :

Participation : 60 et 70 personnes, dans un climat studieux mais participatif.

A la suite de la première étude de cas portant sur la coopérative d'habitants (Habicoop) : 10 interventions dont 1 délocalisée.

A la suite de la deuxième étude de cas sur l'AMAP de la finance solidaire (Initiatives pour une Economie Solidaire) : 15 interventions plus 2 délocalisées.

Points forts identifiés :

- Il ne peut y avoir de Développement Durable sans intégration forte de l'Economie Sociale et Solidaire dans les politiques publiques
- L'Economie Sociale et Solidaire constitue un 3^{ème} pôle économique (à côté des secteurs public et privé) en faveur d'une économie durable (et ne se limite absolument pas au domaine de l'insertion)
- L'Economie Sociale et Solidaire s'appuie sur un ancrage territorial fort.
- Il existe de plus en plus de manifestations récurrentes dédiées à l'Economie Sociale et Solidaire (exemple : Quinzaine de l'Economie Sociale et Solidaire en Midi-Pyrénées)
- On constate une augmentation du poids de l'Economie Sociale et Solidaire dans les 10 dernières années (+ 4 à 5 % de création d'emplois par an au cours de la dernière décennie) et une augmentation de sa portée politique
- Volonté des acteurs de mutualiser les moyens et les savoir-faire

.../...

- Recherche d'une nouvelle alliance entre l'Economie Sociale et Solidaire et la société civile

Freins identifiés :

- Discrimination négative alors que l'Economie Sociale et Solidaire témoigne d'une plus grande résistance aux crises (pérennité des emplois notamment) que les entreprises classiques.
- Image réduite à l'insertion, à la « réparation ».
- « Une économie de peu » à laquelle on donne peu de moyens
- Absence d'une politique d'innovation sociale à la hauteur du soutien apporté à l'innovation technologique.
- Secteur encore trop inscrit dans une logique de subvention.

Leviers identifiés pour généraliser les solutions :

- Une reconnaissance de l'Economie Sociale et Solidaire par une loi cadre, à l'image de ce qui existe en Espagne, qui permette de remédier aux manques juridiques.
- Développer des espaces de mutualisation (au niveau local, inter régional voire européen) afin d'échanger outils, méthodes et bonnes pratiques.
- Solliciter d'anciens acteurs de l'Economie Sociale et Solidaire en leur rappelant leur rôle initial (par exemple secteur bancaire et mutualiste).
- Créer des synergies avec les collectivités.

Propositions des collectivités et acteurs locaux en perspective de Rio+20 :

- Proposer une motion afin que l'Economie Sociale et Solidaire soit reconnue comme composante intrinsèque du Développement Durable.
- Faire en sorte que les plans nationaux de Développement Durable et les plans nationaux climat et énergie qui seront abondés par le Green Fund (prochainement créé et alimenté à hauteur de 30 milliards d'euros par des éco taxes) profitent à l'Economie Sociale et Solidaire, composante essentielle du Développement Durable.

Verbatim :

« Soit l'Economie Sociale et Solidaire est reconnue, soit c'est une économie mafieuse qui s'installe ».

« L'Economie Sociale et Solidaire n'a pas de complexe à avoir vis à vis des autres formes d'économie ; arrêtons de penser qu'on est instrumentalisé, trop faible, pas professionnel ».

.../...



Edition 2011

RAPPORT D'ATELIER

Atelier n° 14

**«L'économie sociale et solidaire :
nouveau système de production et de
consommation ou nouveau modèle
économique ? »**

« L'Economie Sociale et Solidaire doit passer du lobbying à l'expression publique ».
« Eviter d'être dans l'enclave expérimentale avec un cadre juridique inadapté ».
« L'alliance de l'Economie Sociale et Solidaire avec les pouvoirs publics est un choix stratégique ».

.../...

Page 3 sur 3